

Immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 € Selon les dispositions prévues par la Loi sur l'Initiative Economique

Bilan du mois de mai 2004

L'Observatoire porte un regard attentif sur les SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €, immatriculées au Registre du commerce de Paris depuis le 6 août 2003 (1). Depuis février 2004, l'Observatoire analyse l'évolution économique et juridique de ces entreprises, en observant notamment leurs capacités financières et leurs éventuelles difficultés.

1- Immatriculations au Registre du commerce et des sociétés en mai 2004 : légère hausse de 1,02% par rapport à avril 2004

397 créateurs de SARL à libre capital social ont immatriculé leur entreprise au Registre du commerce en mai, soit une progression de 1,02% par rapport à avril 2004. Cette hausse modérée est à mettre en parallèle avec le moindre nombre de jours ouvrables au mois de mai. Ces structures représentent une proportion de 29,96% des SARL (tous montants de capital confondu) immatriculées en mai, soit une progression de +8,76% au regard d'avril 2004.

Après avoir atteint un niveau élevé en mars 2004, les immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 € semblent désormais se stabiliser aux alentours de 400 créations par mois, soit 30% des SARL de toute nature créées mensuellement.

23,9 % de ces nouveaux entrepreneurs sont des femmes (en baisse de 4,36% par rapport à avril 2004), contre 76,1 % d'hommes.

Immatriculations mensuelles de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

Mois	Nombre d'immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 €	Nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce	% par rapport au nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce (RCS)
Août	14	826	1,69 %
Septembre	81	1 160	6,98 %
Octobre	175	1 704	10,27 %
Novembre	210	1 291	16,27 %
Décembre	333	1 573	21,17 %
Janvier	316	1 456	21,70 %
Février	398	1 678	23,72 %
Mars	426	1 757	24,25 %
Avril	393	1 848	21,20%
Mai	397	1 325	29,96%
Total	2 743	14 618	18,76 %

On notera que le faible nombre de créations de la 3^{ème} semaine de mai est dû aux jours fériés, et donc au moindre nombre de jours ouvrables.

(1) Date d'entrée en vigueur de la loi pour l'Initiative économique, qui offre aux créateurs d'entreprise la faculté de constituer une SARL à capital social libre.

Immatriculations hebdomadaires de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

Semaine	Nombre d'immatriculations en mai 2004
1 ^{ère} semaine de mai	112
2 ^{ème} semaine de mai	118
3 ^{ème} semaine de mai	66
4 ^{ème} semaine de mai	101
Total	397

2- Capital moyen de départ de 2 000 € en mai 2004, en hausse de 5,26% par rapport à avril 2004

A l'instar du mois d'avril, le greffe constate que la proportion d'entreprises créées avec un capital social supérieur à 500 € augmente en mai. La majorité du panel des immatriculations du mois, soit 26,95%, se sont constituées avec un capital compris entre 1 000 et 3 000 € (+0,75% par rapport à avril). Par ailleurs, 22,92% (1,55% par rapport à avril) disposent d'un capital de démarrage supérieur à 3 000 €, et 24,94% d'un capital compris entre 500 et 1 000€ (+1,02% par rapport à avril).

Cette augmentation du capital social s'effectue par conséquent au détriment des structures moins bien dotées. Les immatriculations de SARL à un euro reculent de 3,38% par rapport à avril ; elles représentent désormais 7,05% des créations de SARL à libre capital. De même, les immatriculations d'entreprises constituées avec un capital compris entre 2 et 500 € diminuent de 1,51% au regard d'avril 2004.

Le mois dernier, le capital social moyen de départ s'élevait à 2 000 €, soit +5,26% par rapport à avril 2004.

Répartition des immatriculations de SARL par tranches de capital social

Répartition par tranches de capital social	Nombre d'immatriculations en mai 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations de mai 2004
1 €	28	7,05%
2 € à 100 €	37	9,32%
101 € à 500 €	35	8,82%
501 € à 1 000 €	99	24,94%
1 001 € à 3 000 €	107	26,95%
3 001 € à 7 500 €	91	22,92%
Total	397	100,00 %

3- 37,5% des entreprises choisissent la domiciliation dans un local commercial en mai 2004

En mai 2004, la domiciliation dans un local commercial progresse de 6,46% par rapport à avril. Cette tendance s'observe également pour les domiciliations commerciales qui augmentent de 6,49% en mai.

La domiciliation dans le local d'habitation du dirigeant, proposée par la Loi pour l'Initiative Économique, diminue de 5,39% par rapport à avril 2004.

Ces chiffres, rapprochés de l'augmentation du capital de démarrage, semblent indiquer que les nouveaux entrepreneurs de mai disposent de davantage de moyens pour démarrer leur activité. Il sera néanmoins nécessaire d'attendre quelques mois avant de confirmer cette tendance.

Répartition des SARL au capital inférieur à 7 500 € par type de domiciliation

Type de domiciliation	Nombre d'immatriculations en mai 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations de mai 2004
Domiciliation commerciale (art. 26-1 du décret du 30 mai 1984)	130	32,75%
Domiciliation dans un local d'habitation (art.6 du de la loi pour l'initiative économique du 1 ^{er} août 2003)	118	29,72%
Domiciliation dans un local commercial (art. L123-10 du code de commerce)	149	37,53%
Total	397	100,00 %

4. Répartition par secteurs d'activité : secteurs du conseil et du commerce en hausse en mai

La prestation de services et conseil aux entreprises représente désormais presque la moitié (44,29%) de l'activité des SARL immatriculées en mai (+3,05% par rapport à avril). En hausse également : les secteurs du commerce (gros et détail) (+1,85%), de l'immobilier (+1,77%), et la restauration (+1,78%), qui gagnent des entreprises par rapport à avril, sans que cette hausse dépasse les 2%.

Analyse des autres secteurs :

- En déclin (par rapport à avril 2004) : l'édition, production et imprimerie (-3,95%), l'informatique (-2,44%), les travaux de bâtiment (-1,80%), les soins personnels (-0,82%), les activités artistiques et les spectacles (-0,75%).
- Stable (par rapport à avril 2004) : la fabrication et la réparation, activités financières, courriers et télécommunications.

Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations d'avril 2004
Prestations de services et conseils aux entreprises	44,29%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	15,25%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	8,47%
Travaux de bâtiment	7,99%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	5,81%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	5,33%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	4,36%
Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	1,69%
Activités financières	1,94%
Activités artistiques et spectacles	1,45%
Courrier et télécommunications	1,45%
Tourisme	1,23%
Soins personnels	0,73%
Total	100,00 %

5. Quelle évolution pour les SARL à libre capital social, immatriculées depuis le 6 août 2003 ?

❖ Quel endettement pour ces entreprises ?

- **Inscriptions de nantissements de fonds de commerce**

En mai 2004, les entreprises ont été beaucoup plus nombreuses à solliciter et à obtenir un prêt bancaire, 16 entreprises en mai ont demandé et obtenu un prêt bancaire pour effectuer des travaux d'agrandissement ou d'amélioration de leur local commercial, acheter un fonds de commerce, etc., contre une entreprise en avril. Depuis août 2003, 32 entreprises ont obtenu un prêt.

En mai, le montant moyen des prêts accordés s'élève à 168 678 €, en hausse de 19,5% par rapport à avril 2004. En cumul, le montant total des prêts accordés en mai s'élève à 2 698 844 €.

NB : *Les nantissements de fonds de commerce sont des garanties portant sur le fonds de commerce conférées à un créancier (banques, organisme prêteur, etc) par le propriétaire du fonds à la suite d'une vente ou d'un prêt.*

- **Inscription de clause de réserve propriété**

1 clause de réserve de propriété a été inscrite auprès du greffe, pour un montant de 8 179 €. Le greffe n'a enregistré aucune nouvelle inscription de ce type en mai 2004

NB : *Pour mémoire, ces inscriptions permettent au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.*

- **Endettement fiscal et social**

Jusqu'à présent, aucune inscription n'a été effectuée auprès du greffe par le Trésor public et l'Urssaf.

❖ Quelle pérennité pour ces entreprises ?

- **Radiations du Registre de commerce**

5 entreprises se sont volontairement radiées du Registre du commerce parisien en mai, après quelques mois d'activité, contre 3 en avril 2004. 3 dirigeants ont volontairement dissout leur société, et 2 entreprises ont transféré leur siège social dans un autre département. Depuis août 2003, 14 entreprises ont été radiées.

Les radiations représentent 0,51% des 2 743 immatriculations de SARL à libre capital.

- **Ouverture de procédures de redressement ou de liquidation judiciaire**

Le Tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire immédiate d'une entreprise, après trois mois d'activité seulement.

Une autre entreprise, potentiellement en difficulté, a été détectée par le service de la Prévention.

En mai, le greffe n'a pas enregistré des nouvelles défaillances, ni détecté d'autres entreprises potentiellement en difficulté.

En conclusion :

En dépit d'un apport en capital social de départ relativement modeste, les dirigeants de SARL à libre capital ont été plus nombreux à convaincre les banques et les organismes financiers de leur prêter des fonds pour effectuer des travaux d'amélioration de leur local commercial ou acheter un fonds de commerce. Depuis août 2003, 32 entreprises ont obtenu un prêt bancaire, dont 16 en mai, pour un montant moyen de 168 678 €.

A l'issue de 10 mois d'activité, le greffe observe que les SARL à libre capital ne semblent pas rencontrer de difficultés majeures. Une seule entreprise sur 2 743 a fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire depuis août 2003.